

## Nicolas Sarkozy, Discours à Bercy (29/04/07)

Publié et disponible sur <http://www.singulier.eu>

Mes chers amis,

En prenant la parole devant vous cet après-midi, à quelques jours du second tour de l'élection présidentielle, je ne peux pas m'empêcher de penser à ce grand rassemblement du 14 janvier, à la Porte de Versailles, par lequel j'ai commencé ma campagne. Je me souviens de l'émotion qui m'a submergé lorsque j'ai pris la parole. Je me souviens de ce sentiment qui était si fort que je ne trouvais aucun mot assez grand pour le dire. Cette émotion, à ceux qui étaient là, j'avais demandé simplement de la recevoir comme un témoignage de ma sincérité, de ma vérité et par-dessus tout de mon amitié. Ce jour-là, ce ne fut pas une réunion publique comme j'en avais vécu beaucoup tout au long de ma vie politique, ce ne fut pas l'un de ces moments ordinaires de la vie politique, où l'on vient puiser un supplément de force, de détermination, d'ardeur pour se persuader que la victoire est à portée de main. Ce ne fut pas l'un de ces moments d'excitation collective où la foule exaltée donne à l'orateur le sentiment d'une toute-puissance qui n'est qu'une ivresse passagère, une illusion sans lendemain, mais qui peut être si dangereuse quand on s'y laisse prendre. Ce jour-là, il n'y avait pas d'excitation dans la foule, mais une attente qui se lisait sur les visages. Ce jour-là, ce qui me frappa, ce furent l'écoute et l'attention, ce fut la communion, ce fut la gravité presque religieuse, ce fut l'espérance, ce fut non les applaudissements mais cette sorte de prière silencieuse que cent mille personnes m'adressèrent : il faut faire quelque chose, cela ne peut pas continuer ainsi, nous devons changer notre façon de faire de la politique. Ce qui sortit de cette réunion ce ne fut pas pour la campagne à venir qu'un supplément de force, de détermination et d'ardeur. Ce fut un supplément d'âme. Ce jour-là, j'ai su et j'ai compris que cette campagne ne serait pas comme les autres. J'ai su ce jour-là que désormais je porterai sur mes épaules la plus lourde des responsabilités, celle de ne pas décevoir ceux qui comptaient sur moi, de ne pas désespérer ceux qui espéraient en moi. J'ai su qu'à partir de ce moment-là le principal de mes devoirs était de ne jamais donner à ceux qui me faisaient confiance le sentiment que je les trahissais, eux qui avaient été tant de fois trahis, tant de fois trompés, tant de fois déçus.

À cet instant si grave, si solennel, si émouvant, si unique dans une vie d'homme, où tant de gens plaçaient en moi tant d'espoir, j'ai su qu'au moment même où mes amis me choisissaient je cessais de leur appartenir et que désormais je devais me tourner vers tous les Français, sans exception, vers ceux qui n'avaient jamais été mes amis, qui n'avaient jamais appartenu à ma famille politique, qui parfois même m'avaient combattu. Parce que le Président de la République est l'homme de la nation et ne peut pas être l'homme d'un parti. Et tous ceux qui étaient là le comprenaient. Parce que le Président de la République parle pour tous les Français et pas seulement pour ses amis. Et tous ceux qui étaient là l'ont accepté. J'avais rassemblé ma famille politique. Il me fallait maintenant rassembler les Français. Il me fallait m'ouvrir aux autres, à leurs idées, à leurs convictions, à leurs croyances

qui n'étaient pas forcément les miennes. Il me fallait aller à leur rencontre, les comprendre et donc partager leurs joies, leurs peines, leurs angoisses, leurs attentes parce qu'il est impossible de comprendre quelqu'un quand on n'est pas capable de ressentir ce qu'il éprouve au plus profond de lui. Il me fallait me donner tout entier, aimer sans réserve, abolir toutes les barrières, supprimer toutes les distances, et par conséquent, à mon tour, accepter de devenir plus vulnérable et prendre le risque de souffrir. Et bien, c'est ce que j'ai fait. Je ne connais pas l'avarice des sentiments lorsqu'il s'agit de la France et des Français. Près de quatre mois sont passés depuis ce jour que je n'oublierai jamais. Durant ces quatre mois, je vous le jure, j'ai tout donné. Quatre mois durant lesquels je me suis adressé aux Français avec toute la sincérité dont je suis capable, toute ma vérité. Quatre mois qui furent d'ailleurs pour moi une épreuve de vérité : je ne sors pas de cette campagne comme j'y suis entré. Le 14 janvier je vous ai dit : "J'ai changé". Près de quatre mois sont passés, pendant lesquels j'ai parlé avec mes convictions mais avec mon cœur. Pour aller à la rencontre des Français sans mentir, sans tricher. Je me suis obligé à chercher au fond de moi tout ce que j'avais à donner. Près de quatre mois pendant lesquels j'ai beaucoup appris sur les autres et sur moi-même. Ce ne fut pas une campagne comme les autres. Partout, dans toutes les réunions publiques, dans toutes les rencontres, ce fut comme le 14 janvier, le même besoin d'espérance qui s'exprimait dans le silence, le même sentiment qui se lisait sur les visages émus que cette fois-ci c'était important, que le rendez-vous présidentiel ne pouvait pas être manqué comme il l'avait été trop souvent dans le passé. Nulle part je n'ai rencontré le déchaînement des passions partisans, j'ai partout senti cette gravité qui précède toujours les moments décisifs, les moments où l'on devra faire un choix que l'on ne peut plus différer et dont on sait au fond de soi qu'il sera lourd de conséquences. Non ce ne fut pas une campagne comme les autres. Ce fut une campagne aux prises avec une crise morale, avec une crise d'identité, comme la France n'en a peut-être jamais connu de telle dans son histoire, sauf peut-être au temps de Jeanne d'Arc et du traité de Troyes, quand la conscience nationale était encore si fragile.

On attendait une campagne où la politique aurait à affronter le scepticisme qu'elle avait elle-même fait naître en trahissant si souvent ses engagements, en croyant si peu en elle-même. On croyait que la politique aurait à surmonter le doute qu'elle avait suscité par ses renoncements. On s'est trouvé face à un doute beaucoup plus profond, un doute qui est en chacun d'entre nous, en chaque Français, un doute sur ce que nous sommes, sur ce qui nous unit, sur ce que nous sommes capable de construire ensemble, sur la manière dont nous allons pouvoir vivre ensemble. Un doute qui nous fait ressentir l'avenir non plus comme une promesse mais comme une menace. Un doute qui est un doute existentiel. Un doute sur la France elle-même, sur ce qu'elle incarne, sur ce qu'elle peut accomplir, un doute sur notre destinée commune. C'est ce doute immense qui a fait naître la peur dans notre pays. Un doute immense que tout alimente, la mondialisation, l'Europe ou la décentralisation, la crise du travail, celle de la culture, les délocalisations, la défaillance de l'école, le chômage, la précarité, l'immigration non maîtrisée, l'insécurité ou la peur de l'exclusion. Un doute immense s'est levé devant nous, qui se nourrit de tout ce qui contribue à la détestation de

soi, qui se nourrit de la repentance, qui se nourrit de la détestation des valeurs de la République, de la détestation de la laïcité et de la montée inacceptable du communautarisme. Non, cette campagne ne fut pas une campagne comme les autres. Elle fut peut-être la plus exigeante moralement de toutes les campagnes. Cette campagne exigeait plus d'authenticité, plus de sincérité, plus de vérité que toutes les autres campagnes parce que ma conviction est que le problème posé était plus profond, plus grave, plus lourd de conséquences. Alors, je suis allé à la rencontre des Français avec mon histoire, avec ce que j'ai appris de la vie, avec mes souvenirs et avec mes émotions. Et j'ai tout donné. J'y suis allé avec en moi toute la volonté de changer les choses. Je ne veux pas être élu président de la République pour obtenir un statut. Je veux changer les choses pour répondre aux problèmes de la France et des Français. C'est pourquoi je suis allé, dans cette campagne, avec mes rêves de jeunesse qui ne m'ont jamais quitté. J'y suis allé avec ma longue expérience politique qui m'a tout appris. J'y suis allé avec tout ce que l'exercice du pouvoir m'a fait découvrir, avec toute la douleur à laquelle il m'a été donné d'être confronté. J'y suis allé avec en moi le souvenir de toutes ces rencontres, de cette famille à La Courneuve qui pleurait la mort d'un petit garçon de onze ans. C'était le jour de la fête des pères, deux bandes rivales s'affrontaient au pied de l'immeuble et ce petit garçon a pris une balle perdue. C'était le jour où j'ai parlé du Karcher. Je ne regrette pas d'avoir stigmatisé celui qui est capable de tuer un petit garçon de 11 ans le jour de la fête des pères. Je suis allé à la rencontre des Français avec dans ma mémoire la douleur des parents de cette jeune fille brûlée vive dans un bus auquel des voyous avaient mis le feu pour s'amuser. On ne s'amuse pas avec la vie d'une victime. J'y suis allé avec dans la tête la voix de ce petit garçon, par une belle après-midi, à Saint-Malo, petit garçon que je tenais par la main devant le cercueil de son père gendarme et qui me tirait par la manche en me disant : "Sors mon papa de la boîte !" Je n'oublierai jamais ce moment.

J'y suis allé avec devant les yeux l'image de la jeune Ghofrane, et de sa mère si digne, Ghofrane battue à mort, torturée parce qu'elle refusait de donner son numéro de carte bleue à ses bourreaux. Il y avait deux euros cinquante sur son compte. Jamais nous ne pourrions accepter une telle barbarie. Je suis allé à la rencontre des Français avec en moi cette conviction, enracinée dans toutes les douleurs auxquelles j'avais été confronté. Cette conviction, je vais vous la donner : cela ne peut plus durer, cette violence ne peut plus continuer. Cette violence est inacceptable, elle est le contraire de l'idéal républicain qu'est le nôtre. J'y suis allé avec la conviction absolue qu'il fallait bien faire quelque chose pour que tout ceci s'arrête et que c'était un problème de société et pas simplement le problème de la police de la République. Il fallait réagir, je veux être celui qui porte cette révolte contre la violence. J'y suis allé avec la conviction que nous avons déjà trop cédé, trop cédé aux bandes, aux trafiquants, aux voyous, que nous avons trop laissé faire et qu'à force, tout cela allait finir par devenir irrattrapable, qu'il fallait reprendre les choses en main avant qu'il ne soit trop tard et que bientôt, si l'on ne faisait rien, il serait trop tard. Il n'est jamais trop tard pour éviter l'insupportable. Je les entends déjà, ceux qui vont me dire que je n'aurais pas dû parler des victimes, parce que cela gêne d'en parler, mais si je suis président de la

République, je ne mettrai jamais sur le même plan les victimes et les délinquants. Je suis allé à la rencontre des Français avec en moi le souvenir de ces familles immigrés de ces pères, de ces mères, de ces enfants brûlés vifs dans l'incendie de cet hôtel sordide où on les avait entassés parce qu'on n'avait pas les moyens de les loger plus convenablement. À force de laisser croire que l'on peut accueillir tout le monde, à force, le résultat, c'est le drame de ces squats sur lesquels on a fermé les yeux pendant trop longtemps. J'y suis allé en rejetant de toutes mes forces la bonne conscience qui ne veut jamais voir les conséquences de ce qu'elle prône surtout quand elles sont tragiques. Je suis allé à la rencontre des Français en ayant en moi le souvenir des ouvriers d'Alstom tétanisés par la peur de voir leur entreprise disparaître. Je suis allé à la rencontre des Français en pensant à tous ces ouvriers que j'avais rencontrés, vivant dans la hantise des délocalisations et dont les conditions de travail ne cessent de se dégrader sous la pression d'une concurrence déloyale et de dumpings sociaux, environnementaux, fiscaux et monétaires, que nous ne pouvons pas accepter parce que ce sont des femmes et des hommes qui paient pour notre faiblesse et notre lâcheté à accepter l'inacceptable. Je suis allé à la rencontre des Français, révolté par le fait que de plus en plus de travailleurs ne puissent pas faire vivre dignement leur famille avec leur salaire. Quand on ne peut pas faire vivre sa famille alors qu'on travaille tout le mois, on est condamné à la désespérance, parce que le travail en France n'est pas assez récompensé, pas assez valorisé et pas assez considéré.

Et, comme Simone Veil, je suis allé dans cette campagne, révolté par le fait que les revenus de l'assistance puissent être plus élevés que ceux du travail et que l'on puisse s'appauvrir en se remettant à travailler. C'est un scandale inacceptable. J'y suis allé, hanté par le désespoir qui s'empare d'une partie de la jeunesse condamnée à vivre moins bien que ses parents, dont les diplômes ne valent pas grand-chose sur le marché du travail. J'y suis allé inquiet de cette rancoeur qui s'accumule dans une jeunesse qui se sent victime de discrimination, qui éprouve le sentiment que la couleur de sa peau ou le quartier où elle habite comptent plus que les qualifications et les compétences. J'y suis allé inquiet de la colère qui grandit contre une République qui ne tient pas ses promesses d'égalité et de fraternité vis-à-vis de ceux qui ont cru à la récompense, au mérite et de l'effort. J'y suis allé avec en moi l'indignation que nous avons éprouvée au moment de la canicule devant le drame de toutes ces personnes âgées mortes sans même que l'on s'en soucie. Parce qu'une société qui n'est pas capable d'honorer et de respecter ses anciens est une société qui trahit ses valeurs. J'y suis allé avec en moi l'indignation devant le sort que l'on fait aux retraités les plus modestes, aux veuves de paysans et d'artisans qui ont travaillé toute leur vie et qui n'ont pas les moyens de vivre alors que, dans le même temps, on voudrait nous empêcher de réformer les régimes spéciaux pour rétablir un peu d'égalité et de justice. Je ne veux pas que l'on continue à regarder ailleurs, que nous nous donnions bonne conscience à peu de frais. Ne rien faire jamais, ne rien bousculer, ne rien déranger pour que cela change. Moi, je veux changer tout cela parce que ces injustices ne sont pas acceptables. Je suis allé à la rencontre non pas de ceux qui ne veulent plus de la nation parce qu'ils ne veulent rien partager, parce qu'ils accaparent tous les bénéfices, parce qu'ils ont le sentiment qu'ils ne doivent rien à leur pays.

Non, je veux aller à la rencontre de ceux qui se sentent solidaires d'un destin collectif dont ils veulent aussi leur part, parce qu'il est à leurs yeux ce qu'ils peuvent avoir de plus précieux, parce qu'ils ont le sentiment de n'être forts que lorsque la France est forte, parce qu'ils sentent au fond d'eux-mêmes que seule la grandeur de la France peut leur donner le sentiment qu'ils sont grands eux-mêmes et leur faire éprouver la fierté de ce qu'ils sont. Je suis allé à la rencontre non de la France qui casse mais de la France qui veut construire, qui veut travailler, qui veut s'en sortir et qui, malgré sa volonté, n'y arrive pas. Oui, j'assume mes choix. Je suis allé à la rencontre de la France qui paye toujours pour tous les autres, qui paye toujours les conséquences de fautes qui ont été commises par d'autres, qui paye pour les fautes des politiques, des technocrates, des syndicalistes, qui paye pour les fraudeurs, pour les voyous, pour ceux qui profitent du système, qui demandent toujours et qui ne veulent jamais rien donner. Voilà la France pour qui je veux aller à la rencontre. Au fond, je ne parle pas à un parti politique, je suis libéré de mes attaches, de mes combats antérieurs.

J'ai voulu parler et aller à la rencontre de la France qui souffre, de la France qui n'en peut plus, de la France exaspérée, de la France qui pensait depuis longtemps que la politique l'avait abandonné parce qu'elle ne parlait plus qu'aux élites. Je veux parler au peuple de France et je veux être son porte-parole. Peu important les numéros spéciaux pour dénoncer la façon dont je parle aux Français. Moi, je veux aller à la rencontre du peuple, de ce peuple au nom duquel tout le monde prétend parler, auquel personne ne parle plus et pour lequel personne ne veut jamais rien faire, comme si l'objectif était toujours de le tenir à l'écart, à la lisière du pouvoir et de la décision. Ce peuple c'est vous, c'est nous tous, ce peuple, je l'ai rencontré dans les villes, dans les villages, dans les campagnes. Je l'ai rencontré dans les ateliers, dans les bureaux, dans les écoles, dans les usines. Ce peuple, je l'ai aussi croisé dans les hôpitaux, dans les centres de rééducation, dans les maisons de retraite, partout où il y a des gens qui vivent, qui vivent par leur travail, qui vivent par leur souffrance, qui vivent par leurs rêves, qui espèrent par leurs ambitions. Partout, j'ai voulu parler directement au peuple français. J'ai besoin de tous ces sans grade, de tous ces anonymes, de tous ces gens ordinaires, de toute cette majorité silencieuse, auxquels on ne fait pas attention, que l'on ne veut pas écouter, que l'on ne veut pas entendre. Je lui demande, à cette majorité silencieuse, de se lever, de m'aider et de construire la victoire de nos idées. Oui, mes chers amis, C'est à vous que je veux donner la parole. C'est à vous que je veux rendre le pouvoir. Je veux être votre candidat. Je veux être le candidat du peuple de France et non celui des médias, des appareils ou de tel ou tel intérêt particulier, des intérêts partisans, des sectarismes. Je veux être le candidat du peuple parce que pendant des mois j'ai vu ce que le peuple vivait, ce qu'il ressentait. J'ai vu les ravages du discours sur l'impuissance publique. J'ai compris ce qu'il pouvait y avoir de désespérant pour ceux qui n'ont pas d'autre recours, d'autre espoir que dans la politique, que d'entendre les responsables politiques leur dire : "Je n'y peux rien !" Si tu n'y peux rien, ce n'est pas la peine de te présenter à l'élection présidentielle ! J'ai mesuré l'attente vis-à-vis de la politique de la part de ceux qui se sentent prisonniers d'une multitude de contraintes dont ils n'arrivent pas à desserrer le carcan. J'ai pris conscience du besoin que la politique représentait pour redonner une espérance à ceux

qui l'ont perdue, pour qu'ils aient le sentiment de pouvoir redevenir les acteurs de leur propre histoire. J'ai pris conscience de la nécessité pour la politique de redevenir l'expression d'une volonté aux yeux de ceux qui ne se sentent plus eux-mêmes la force de vouloir. Il y a des Français pour qui la vie est si lourde qu'ils n'ont plus la volonté de vouloir et c'est la politique qui doit leur rendre l'espérance. La pensée unique qui est la pensée de ceux qui savent tout, de ceux qui se croient non seulement intellectuellement mais aussi moralement au-dessus des autres, cette pensée unique avait dénié à la politique la capacité d'exprimer une volonté.

Elle avait condamné la politique. Elle avait prophétisé son déclin inéluctable face aux marchés, aux multinationales, aux syndicats, à Internet. Il était entendu, dans le monde tel qu'il est, avec ses informations qui se diffusent instantanément, ses capitaux qui se déplacent de plus en plus vite, ses frontières ouvertes, que dans ce monde-là, il était entendu que la politique ne jouerait plus qu'un rôle anecdotique et qu'elle ne pourrait plus exprimer une volonté parce que le pouvoir serait bientôt partagé, dilué, parce qu'il serait en réseau, parce que les frontières resteraient ouvertes, parce que les hommes, les capitaux et les marchandises circuleraient sans obéir à personne. Moi, je vous le dis, la politique revient. Elle revient partout dans le monde. La chute du Mur de Berlin avait semblé annoncer la fin de l'Histoire et la dilution de la politique dans le marché. 18 ans plus tard, tout le monde sait que l'Histoire n'est pas finie, qu'elle est toujours tragique et que la politique ne peut pas disparaître parce que les hommes d'aujourd'hui ressentent un besoin de politique, une envie de politique, comme on n'en avait rarement vu depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Si les Français n'avaient pas eu envie de politique, que l'on m'explique pourquoi 85% d'entre eux ont voté au premier tour de l'élection présidentielle ? Il faut être cohérent. Le besoin de politique a pour corollaire le besoin de nation. La nation aussi était condamnée. La voilà de retour, pour répondre au besoin d'identité face à la mondialisation, vécue comme une entreprise d'uniformisation et de marchandisation du monde où il n'y aurait pas de place pour la culture et pour les valeurs de l'esprit. L'inquiétude est peut-être excessive mais elle est bien réelle et elle exprime un besoin d'identité très fort. Et je réclame le droit de pouvoir parler de l'identité nationale française sans être décrit comme un nationaliste. Et je réclame le droit de pouvoir être fier de la France et de dire que j'aime mon pays sans être caricaturé par ceux qui ne sont prêts à rien faire pour leur patrie. La nation française, c'est pour nos compatriotes la capacité à être ensemble pour se protéger et pour agir. C'est le sentiment que l'on n'est pas tout seul pour affronter un avenir angoissant et un monde menaçant. C'est le sentiment qu'ensemble on est plus fort et que l'on pourra faire ce que tout seul on ne pouvait pas faire. Ensemble, c'est sans doute le mot le plus important à mes yeux de cette campagne. C'est le mot qui appelle plus de volonté politique et plus de nation. J'ai voulu remettre la volonté politique et la France au coeur du débat politique. Au cours de cette campagne, je n'ai finalement parlé que de la France. La volonté politique et la nation c'est toujours pour le meilleur et aussi pour le pire. Le peuple qui se mobilise, qui devient une force collective, c'est une puissance redoutable qui peut aussi bien agir pour le meilleur que pour le pire. Faisons en sorte que ce soit pour le meilleur. Nous conjurerons le pire en

respectant les Français, en tenant nos engagements, en respectant la parole donnée. Nous conjurerons le pire en remettant de la morale dans la politique. Oui, de la morale.

Le mot "morale" ne me fait pas peur. La morale, après 1968, on ne pouvait plus en parler. C'était un mot qui avait disparu du vocabulaire politique. Pour la première fois, depuis des décennies, la morale a été au cœur d'une campagne présidentielle. Mai 68 nous avait imposé le relativisme intellectuel et moral. Les héritiers de mai 68 avaient imposé l'idée que tout se valait, qu'il n'y avait donc désormais aucune différence entre le bien et le mal, entre le vrai et le faux, entre le beau et le laid. Ils avaient cherché à faire croire que l'élève valait le maître, qu'il ne fallait pas mettre de note pour ne pas traumatiser les mauvais élèves, qu'il ne fallait surtout pas de classement. La victime comptait moins que le délinquant. Ils avaient cherché à faire croire qu'il ne pouvait exister aucune hiérarchie des valeurs. Il n'y avait d'ailleurs plus de valeurs, plus de hiérarchie, ils avaient réussi, il n'y avait plus rien du tout, et eux-mêmes, ce n'était pas grand-chose... Ils avaient proclamé que tout était permis, que l'autorité c'était fini, que la politesse c'était fini, que le respect c'était fini, qu'il n'y avait plus rien de grand, plus rien de sacré, plus rien d'admirable, plus de règle, plus de norme, plus d'interdit. Beau résultat en vérité. Souvenez-vous du slogan de mai 68 sur les murs de la Sorbonne : "Vivre sans contrainte et jouir sans entrave." Voyez comment l'héritage de mai 68 a liquidé l'école de Jules Ferry qui était une école de l'excellence, du mérite, du respect, une école du civisme, une école qui voulait aider les enfants à devenir des adultes et non à rester de grands enfants, une école qui voulait instruire et non infantiliser, parce qu'elle avait été construite par de grands républicains qui avaient la conviction que l'ignorant n'est pas un homme libre. Voyez comment l'héritage de mai 68 a liquidé une école qui transmettait une culture commune et une morale partagée grâce auxquelles tous les Français pouvaient se parler, se comprendre et vivre ensemble. Parce que si nous n'avons pas de culture commune et de morale partagée, c'est notre capacité à nous supporter, à nous comprendre, à nous parler, à vivre ensemble qui est gravement remise en question. Voilà pourquoi il fallait tourner cette page. Mais, je veux aller plus loin, parce que l'héritage de mai 68 a introduit le cynisme dans la société et dans la politique. Voyez comment le culte de l'argent roi, du profit à court terme, de la spéculation, comment les dérives du capitalisme financier ont été portés par les valeurs de mai 68. Puisqu'il n'y a plus de règles, plus de normes, plus de morale, plus de respect, plus d'autorité, puisque tout se vaut, alors tout est permis. Voyez comment la contestation de tous les repères éthiques, de toutes les valeurs morales a contribué à affaiblir la morale du capitalisme, comment elle a préparé le terrain au capitalisme sans scrupule et sans éthique des parachutes en or, des retraites chapeaux et des patrons voyous. Je ne peux pas accepter de vivre dans une société où l'on explique à des salariés qu'il faut supprimer 10 000 emplois pour trouver de l'argent et dont le patron, responsable de cette situation part avec un chèque de 8 millions d'Euros. Ce ne sont pas mes valeurs, ce n'est pas ma conception, ce n'est pas de la morale.

Je n'accepte pas que l'on envoie en prime d'intéressement un chèque de deux Euros cinquante dans une entreprise, pour les intéresser aux résultats de l'année, alors que le patron de la même entreprise part avec 8 millions d'Euros. IL aurait dû partir avec la même

prime d'intéressement. Que les choses soient claires entre nous, je ne laisserai pas quelques uns détruire le combat qui est le nôtre, sur les valeurs de l'effort, du mérite et de la récompense, par des comportements caricaturaux qui n'ont rien à voir avec ce que nous pensons de l'honnêteté, du travail, de la justice et du mérite républicains. Je ne mettrai jamais sur le même plan le prédateur et l'entrepreneur, le spéculateur et le travailleur. Que l'on gagne beaucoup d'argent quand on travaille beaucoup, que l'on prend beaucoup de risques et que l'on crée beaucoup de richesses, je l'accepte, je l'encourage et je le souhaite pour notre pays. Mais que l'on gagne beaucoup d'argent quand on a échoué, que l'on a détruit des emplois et conduit son entreprise dans une impasse, je ne peux pas l'accepter. Les héritiers de mai 68 ont abaissé le niveau moral de la politique. Voyez tous ceux qui se réclament de l'héritage de mai 68, vous les reconnaîtrez certainement, ils donnent aux autres des leçons qu'ils ne s'appliquent jamais à eux-mêmes, ils veulent imposer aux autres des comportements, des règles, des sacrifices qu'ils ne s'imposent jamais à eux-mêmes. Voyez-les, écoutez-les, ils proclament toujours : "Faites ce que je dis, ne faites surtout pas ce que je fais !" Voyez-la, écoutez-la cette gauche héritière de mai 68. Cette gauche qui n'aime pas la République parce qu'elle n'aime pas l'égalité ;  
Cette gauche qui prétend défendre les services publics mais qui ne prend jamais les transports en commun ;  
Cette gauche qui aime tellement l'école publique qu'elle n'y met pas ses enfants ;  
Cette gauche qui adore la banlieue, qui en parle brillamment, mais qui se garde bien d'y habiter ;  
Cette gauche qui trouve toujours des excuses aux voyous à condition qu'ils restent dans des quartiers où elle ne va jamais ;  
Cette gauche qui fait des grands discours sur l'intérêt général mais qui s'enferme dans le clientélisme, dans le corporatisme et dans l'immobilisme ;  
Cette gauche n'est pas avare pour signer des pétitions quand on expulse des squatters mais qui n'accepterait pas que l'on s'installe chez elle ;  
Cette gauche entre Jules Ferry et mai 68 a choisi mai 68 ;  
Cette gauche condamne la France à un immobilisme dont les travailleurs, les plus modestes, les plus pauvres, seraient les principales victimes.  
Cette gauche a renoncé au mérite et à l'effort. Elle a cessé de parler aux travailleurs, de se sentir concernée par le sort des travailleurs, d'aimer les travailleurs. Au fond, elle ne parle plus des travailleurs parce qu'elle rejette la valeur travail, parce que la valeur travail ne fait plus partie de ses valeurs, parce que son idéologie à elle ce n'est pas l'idéologie de Jaurès, ce n'est pas l'idéologie de Blum, qui eux respectaient le travail, aimaient les travailleurs, parlaient des travailleurs. Aujourd'hui, elle parle de statuts, d'assistantat, d'égalitarisme, de nivellement, des 35 heures. Elle a tourné le dos aux travailleurs de notre pays. Je le dis à la gauche : je veux réhabiliter le travail et parler des travailleurs.  
Regardez comme c'est intéressant, les héritiers de ceux qui en mai 68 criaient : "CRS = SS" prennent systématiquement le parti des voyous, des casseurs et des fraudeurs contre la police. Regardez ce qui s'est passé après les incidents inadmissibles de la gare du Nord. Au

lieu de condamner les casseurs et d'apporter leur soutien aux forces de l'ordre qui font un travail difficile et remarquable, ils n'ont rien trouvé de mieux à dire que cette phrase qui mérite de rester dans les annales de la République. Je cite : "Il est inquiétant de constater qu'un fossé se creuse entre la police et la jeunesse". Cette gauche-là n'a rien compris. Comme si les casseurs de la gare du Nord représentaient toute la jeunesse française. C'est une insulte à la jeunesse de France que de les assimiler aux casseurs ! Comme si c'était la police qui était en tort et pas les casseurs. Comme si les voyous avaient tout cassé et avaient pillé les magasins pour exprimer une révolte contre une injustice. Comme si la société était toujours coupable et le délinquant toujours innocent. Écoutez-les, les héritiers de mai 68, cultiver la repentance, je déteste la repentance car je suis fier de l'histoire de France. Je veux tourner la page de mai 68 une bonne fois pour toutes. Mais il ne faut pas faire semblant. Il ne faut pas se contenter de mettre les drapeaux aux fenêtres le 14 juillet et de chanter la Marseillaise à la place de l'Internationale. Il ne faut pas dire que l'on veut l'ordre et prendre systématiquement parti contre les forces de l'ordre. Il ne faut pas crier à l'État policier et à la provocation à chaque fois que la police cherche à faire respecter la loi. Il ne faut pas dire que l'on est pour la valeur travail et généraliser les 35 heures, surtaxer le travail, encourager l'assistanat et empêcher ceux qui veulent créer des richesses d'investir en France. Il faut faire de la France le pays où l'on peut investir, entreprendre, créer, innover, le pays de la liberté et non pas celui des contraintes. Je propose aux Français de rompre avec les idées de mai 68. Je propose aux Français de renouer en politique avec la morale, l'autorité, le respect, le travail, la nation. Je propose de reconstruire un État qui fasse réellement son métier. Je propose de refaire une République une et indivisible contre tous les communautarismes et tous les séparatismes. Je propose de rebâtir une nation fière d'elle-même. En faisant valoir systématiquement les droits au détriment des devoirs, les héritiers de mai 68 ont affaibli l'idée de citoyenneté. En dénigrant la loi, l'État et la nation, les héritiers de mai 68 ont favorisé la montée de l'individualisme. Ils ont incité chacun à ne compter que sur lui-même et à ne pas se sentir concerné par les problèmes des autres. Je crois à la liberté individuelle mais je veux compenser l'individualisme par le civisme, le civisme n'est pas un gros mot, je veux que l'instruction civique devienne une matière fondamentale de l'Éducation nationale. Je veux une citoyenneté où l'on parle des droits mais où l'on accepte les devoirs. Je veux que ces droits soient équilibrés par des devoirs.

L'idéologie de mai 68 sera morte le jour où dans la société on osera enfin rappeler chacun à ses devoirs. L'idéologie de mai 68 sera morte le jour où dans la politique française on osera proclamer que, dans la République, les devoirs sont la contrepartie des droits. Ce jour-là sera, enfin, accomplie la grande réforme intellectuelle et morale dont la France a besoin. Alors nous pourrons reconstruire sur des bases renouvelées la République fraternelle, rêve toujours inachevé, toujours inaccompli, de la France, depuis le premier jour où elle a pris conscience de son existence en tant que nation. La France n'est pas une race, la France n'est pas une ethnie, la France n'est pas qu'un territoire, la France est un idéal inlassablement poursuivi par un grand peuple qui croit depuis son premier jour à la force des idées, à leur capacité à transformer le monde et à faire le bonheur de l'humanité. Je veux le dire aux

Français : le plein emploi, la croissance, l'augmentation du pouvoir d'achat, la revalorisation du travail, la moralisation du capitalisme, c'est possible. Mais ce ne sont que des moyens qui doivent être mis au service d'une certaine idée de l'homme, d'un idéal de société où chacun puisse trouver sa place, où la dignité de chacun sera reconnue et respectée. J'ai rencontré dans les hôpitaux des malades qui ajoutaient aux souffrances de la maladie la douleur de se sentir exclus, le scandale d'être mis à l'écart de la société qui ne voulait même plus les regarder. Je me souviens d'une infirmière dans un hôpital pleurant en me racontant comment la désorganisation due aux 35 heures l'empêchait de s'occuper autant qu'il aurait été nécessaire de malades pour lesquels elle était le dernier lien avec la vie. Les 35 heures ont brisé toute forme d'organisation de l'hôpital français. Je me souviens de ce jeune rugbyman dans ce centre de rééducation qui tentait avec toutes les forces qui lui restaient de rassembler les morceaux d'une vie brisée par un accident qui l'avait rendu tétraplégique. Il a sa place dans la société qui est la nôtre. Je me souviens d'une visite à la prison pour femmes de Rennes et de la rencontre avec une mère d'une petite fille de 7 ans qui était sa seule raison de vivre. J'ai vu la misère des prisons françaises si souvent indignes de la patrie des droits de l'Homme. J'ai vu les femmes martyrisées dans les centres d'accueil où elles tentent de se reconstruire. J'ai vu dans les maisons de retraite la tristesse qui était dans le regard des vieillards frappés par la dépendance et qui n'avaient plus l'impression de vivre, mais de survivre parce qu'ils étaient abandonnés de tous, parce qu'ils n'avaient besoin que d'un peu d'amour et de respect que plus personne ne leur donnait sous prétexte qu'ils étaient dépendants. Cette société-là, nous n'en voulons pas. De tous ces malheureux que la vie a brisés, que la vie a usés, je veux être le porteparole. Je veux être celui qui leur rendra une place dans la République, qui leur redonnera un peu de cette considération et de cet espoir sans lesquels il n'y a plus d'humanité.

Je veux être celui par lequel la France va défendre ses valeurs universelles. Des valeurs avec lesquelles nous en pouvons pas transiger parce qu'elles sont le fondement de toutes nos politiques, au dedans comme au dehors. Je veux être le Président de la liberté de conscience contre tous les intégrismes. Je veux être le Président de la liberté d'expression contre toutes les intolérances. Je veux que dans la patrie des droits de l'Homme on puisse librement critiquer, librement caricaturer, sans être menacé de mort, sans être exposé à la violence. Je veux qu'à tous ceux qui veulent vivre en France nous ayons le courage de dire que cette idée de la liberté française n'est pas négociable. Ceux qui ne sont pas capables d'entendre la critique, la caricature, la liberté d'opinion, ne sont pas obligés de demeurer sur le sol de la République française. Je veux être le Président d'une France qui défend la liberté chez elle mais aussi dans le monde. Parce que c'est la vocation de la France. Je veux être le Président de la France des droits de l'Homme. Je ne crois pas à la "realpolitik" qui fait renoncer à ses valeurs sans gagner des contrats. Je n'accepte pas ce qui se passe en Tchétchénie qui est contraire aux valeurs universelles de la France. Ce qui se passe au Darfour est absolument inacceptable pour l'idée que nous nous faisons de l'humanité et du respect des droits de l'Homme les plus élémentaires. Je veux avoir le courage de faire ce que la gauche au pouvoir n'a jamais eu le courage de dire. Je ne veux pas simplement le dire, je veux le faire. Chaque

fois qu'une femme ou qu'un enfant sera martyrisé dans le monde, la France se portera à ses côtés. La France, si les Français me choisissent, sera aux côtés des infirmières bulgares, depuis 8 ans et 3 mois condamnées aux geôles sinistres libyennes, ce n'est pas acceptable. La France sera aux côtés de la femme qui risque la lapidation parce qu'elle est soupçonnée d'adultère. La France sera aux côtés de la persécutée qu'on oblige à porter la burka, aux côtés de la malheureuse qu'on oblige à prendre un mari qu'on lui a choisi, aux côtés de celle à laquelle son frère interdit de se mettre en jupe. À chaque femme martyrisée dans le monde je veux que la France offre sa protection en lui donnant la possibilité de devenir française. Je ne veux pas oublier notre compatriote Ingrid Betancourt, je n'aurais de cesse de la faire rentrer chez elle et de la rendre à sa famille.

\*\*\*

Mes chers amis, Je voudrais remercier tous les Français qui dimanche dernier m'ont témoigné leur confiance pour conduire le changement dont la France a besoin. 11 millions et demi. Cette confiance je ne la trahirai pas, je tiendrai mes engagements. C'est l'idée que je me fais de la morale en politique. Si j'ai voulu tout dire avant l'élection, c'est pour pouvoir tout faire après. C'est pour que les Français n'aient pas le sentiment, au lendemain des élections, qu'une fois de plus on les a trompés et que la politique qui est mise en oeuvre n'est pas celle pour laquelle ils ont voté.

À ceux qui m'ont fait confiance le 22 avril et à tous ceux qui me feront confiance le 6 mai, je veux dire que je mettrai un point d'honneur à ce que personne ne soit trompé, trahi ou déçu. Mais je voudrais m'adresser tout particulièrement à ceux qui n'ont pas encore fait leur choix, à ceux qui ont voté au premier tour pour un autre candidat et qui hésitent encore. Je voudrais leur dire que je comprends leur déception et que je sais combien ce nouveau choix peut être difficile pour eux. Mais ce choix engagera l'avenir de notre pays. Je veux leur dire : vous allez avoir à vous demander lequel des deux candidats correspond le mieux, avec ses qualités et ses défauts, à l'idée que vous vous faites de la fonction présidentielle. Vous allez avoir à vous demander lequel des deux projets est le plus à même de permettre que la France reprenne confiance dans l'avenir. Vous allez avoir à vous demander dans quelle mesure les valeurs qui sont celles des candidats sont compatibles avec celles auxquelles vous croyez. Il va vous falloir choisir, faire cet effort sur vous-mêmes consistant à choisir entre deux candidats que vous n'avez pas désignés. Vous allez le faire, mes chers compatriotes, parce que c'est votre devoir de citoyens, parce qu'à la fin, il faut que la France soit gouvernée, parce que c'est la responsabilité de chacun de faire vivre la démocratie. Ce choix, je n'en doute pas, vous le ferez en votre âme et conscience. Ce choix, quel qu'il soit, je le respecterai parce que ma conception de la République et de la démocratie c'est le respect, le respect des autres, le respect de l'autre, de sa personne et de ses convictions. Je ne vous dirai pas parce que je ne le pense pas : "C'est moi ou le chaos !" Quel démocrate serais-je si j'exprimais autant de suffisance et peut-être de mépris pour les convictions de tous ceux qui ne pensent pas comme moi ? Mais à tous ceux d'entre vous qui croient en la tolérance, la liberté, l'humanisme, je veux dire que ce sont les valeurs sur lesquelles j'ai bâti mon projet, que ce sont les valeurs qui fondent mon engagement politique et ma candidature à l'élection

présidentielle. Je veux m'adresser aux électeurs du centre, dont les valeurs sont si proches des nôtres. Je veux leur dire que leur sensibilité a toute sa place dans la majorité présidentielle que je veux construire et autour de laquelle je veux rassembler les Français. Puisque Monsieur Bayrou veut en finir avec l'UDF, je dis aux élus UDF qui me soutiennent qu'ils sont les bienvenus en femmes et hommes libres dans la nouvelle majorité présidentielle. Moi, je ne veux pas en finir avec l'UDF, je la respecte et je respecte ses électeurs, ses valeurs, ses idées et ses convictions. Je veux dire à ces Français et à ces élus UDF qui m'honorent en m'apportant leur soutien, que nous avons besoin d'eux, j'ai besoin d'eux, de ce qu'ils représentent, de ce à quoi ils croient. Je leur demande de ne renoncer à rien, de venir en femmes et hommes libres, et d'accepter ma part de liberté. C'est ensemble que nous allons construire la France du renouveau. Mais, je veux aller plus loin. Je veux m'adresser aussi à tous ceux qui après le premier tour ne se sentent pas représentés, ont l'impression d'être exclus, d'être condamnés à ne pas avoir leur mot à dire dans la République. C'est très important. Il est des Français qui ont fait des choix qui ne sont pas les nôtres, qui se sont tournés vers les extrêmes, non comme une espérance mais comme une forme de désespérance.

À tous ceux-là je veux dire que je les comprends et que je les respecte. Je veux leur dire que la proportionnelle n'est pas un bon système parce qu'elle donne le pouvoir aux partis, parce qu'elle rend difficile la constitution de majorités stables. Nous avons déjà connu dans notre histoire les conséquences dramatiques de l'instabilité gouvernementale. Nous ne pouvons pas y revenir. Mais cela ne nous empêche pas de réfléchir tous ensemble au moyen de permettre une représentation plus large des opinions et des sensibilités. Je m'engage, si je suis élu président de la République, à réunir toutes les forces politiques de la nation et à discuter avec elles de la possibilité d'introduire un peu de proportionnelle au Sénat ou à l'Assemblée Nationale sans créer le risque d'une instabilité qui serait désastreuse. Je veux que chacun se sente représenté dans la République mais que nous gardions le scrutin majoritaire, clé de la stabilité de la République.

Mes chers amis, nous voici arrivés au terme de cette campagne. J'ai voulu la conduire conformément à l'idée que je me faisais de la fonction présidentielle. Des responsabilités qu'elle implique. Des devoirs qu'elle impose. De la dignité qu'elle exige. Je n'ai pas été épargné par les attaques personnelles. On a mis en cause successivement ma probité, mon intégrité, mon honneur, ma sincérité, mon caractère. On a expliqué que j'étais dangereux pour les libertés. On m'a soupçonné de vouloir mettre en place un État policier. Je n'ai pas été rapide, en quatre ans de ministère de l'Intérieur, je n'y suis même pas arrivé... On m'a accusé d'avoir exercé des pressions. On n'a jamais produit la moindre preuve ni le moindre indice, ni quoi que ce soit qui puisse étayer ces accusations qui déshonorent davantage ceux qui les profèrent que celui qui les reçoit. Je n'ai pas répondu à ces attaques. Sauf pour dire, quand ces attaques sont devenues insupportables, que ceux qui les portaient n'avaient pas, à ma connaissance, fait la preuve de tellement de vertus qu'ils puissent se permettre un tel mépris à l'endroit des 11 millions et demi de Français qui m'ont fait confiance. Je ne les ai pas rejoints dans la boue où ils auraient voulu m'entraîner. Ils n'ont pas changé. Ce sont

exactement les mêmes que ceux qui, en 1958, se sont donnés le ridicule absolu de défiler contre le Général de Gaulle en hurlant que le fascisme ne passerait pas. Et les plus anciens ici se souviennent, en 1965, face au Général de Gaulle, ils avaient fait au second tour une "coalition des républicains" contre celui qui n'avait jamais mis la République en danger, puisqu'il l'avait sauvée deux fois ! Je suis allé à Colombey, dans le silence et le calme. Sur le livre d'or du Mémorial de la Croix de Lorraine j'ai voulu écrire : "Je suis venu ici pour la première fois il y a 30 ans. Rien n'a changé, surtout pas le sentiment éprouvé devant l'humble tombe du Général de Gaulle, dans ce petit cimetière, qu'une grande vie c'est une vie mise au service de quelque chose de plus grand que soi. Cette conviction qui m'est venue ici pour la première fois, elle ne m'a plus quitté : que la France ne pourra pas disparaître tant que nous serons décidés à la maintenir comme un idéal pour les hommes et prêts à nous battre pour qu'elle vive."

Mes chers amis, il reste huit jours. Huit jours pour faire de nos rêves une réalité ;

Huit jours pour se lever ;

Huit jours pour bâtir l'espérance dont la France a besoin ;

Huit jours pour dire ce que nous voulons pour nos enfants ;

Huit jours pour dire que la France est un vieux pays qui a encore tant de choses à dire au monde et à l'Europe ;

Huit jours pour faire du travail, du mérite, de l'effort, de la récompense, de l'humanisme les valeurs de la République française ;

Huit jours, mes chers amis, pour que l'avenir soit une espérance ;

Huit jours, mes chers amis, pour convaincre, pour rassembler, pour que tous ceux qui aiment passionnément la France nous aident à bâtir la France du renouveau ;

Huit jours, mes chers amis, huit petits jours, pour créer les conditions d'un rassemblement immense, pour porter une majorité, pour construire pour les cinq années qui viennent le pays le plus prospère au monde ;

Huit jours pour le pouvoir d'achat ;

Huit jours pour le plein emploi ;

Huit jours pour le rétablissement de l'autorité ;

Huit jours, mes chers amis.

J'ai besoin J'ai besoin J'ai besoin La victoire de vous comme jamais un candidat n'a eu besoin du peuple à ses côtés. de vous pour être le candidat du peuple de France. de vous. est en vous, la victoire sera belle parce que ce sera la vôtre.

Vive la République ! Et par-dessus tout, Vive la France !

Publié et disponible sur <http://www.singulier.eu>